

Accord international sur le secteur laitier

CONSEIL INTERNATIONAL DES PRODUITS LAITIERS

TROISIEME SESSION

Rapport

Présidente: Mme Brid Cannon

1. Le Conseil international des produits laitiers a tenu sa troisième session le 17 septembre 1996.
2. Le Conseil a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure dans le document WTO/AIR/413.

Election du Président

3. Conformément au règlement intérieur, Mme Brid Cannon (Irlande) a été réélue Présidente du Conseil international des produits laitiers pour 1996/97.

Admission d'observateurs

4. Le Conseil a souhaité la bienvenue aux représentants du Canada, de la Corée et de la Pologne (règle 10 du règlement intérieur). Le Conseil a également souhaité la bienvenue aux représentants de l'OCDE et de la CNUCED (règle 14 du règlement intérieur).

Evaluation de la situation du marché mondial des produits laitiers

5. Pour procéder à l'évaluation de la situation et des perspectives du marché mondial des produits laitiers, le Conseil disposait de divers documents établis par le Secrétariat: le rapport sur la situation du marché mondial des produits laitiers (IDA/W/12), des tableaux récapitulatifs (IDA/W/13) et une note sur les opérations d'aide alimentaire (IDA/W/14). Les Parties ont fait les déclarations suivantes au sujet de la situation du marché dans leurs pays respectifs.

Communautés européennes

6. Le représentant des Communautés européennes a présenté un aperçu de l'évolution du marché dans les Communautés. Depuis la précédente réunion du Conseil au mois d'octobre 1995, le marché communautaire des produits laitiers et le marché mondial avaient profondément changé. Entre mai 1994 et octobre 1995 approximativement, les informations sur la situation du marché faisaient état d'une évolution positive et même dynamique dans le secteur laitier. Cependant, depuis novembre 1995, cette tendance s'était inversée. Les prix du marché fléchissaient, la demande mondiale de produits laitiers s'affaiblissait et les disponibilités mondiales de lait enregistrant une légère augmentation.

7. Les décisions communautaires de fixation annuelle des prix n'exerçaient aucune influence sur la situation du marché. Les décisions prises en juillet 1996 maintenaient inchangés les prix institutionnels. La campagne de commercialisation des produits laitiers allait désormais de juillet à juin au lieu d'avril à mars.

8. La production du secteur laitier de la CE des 15 en 1995 avait évolué comme suit:

	<u>1995 par rapport à 1994</u> <u>(année civile)</u>
Livraisons de lait	+ 1,4%
Production	
Lait écrémé en poudre	-1,6%
Lait entier en poudre	-1,2%
Beurre	+ 1,8%
Fromages	+ 2,4%

Les livraisons de lait avaient atteint 113,2 millions de tonnes en 1995. La production de beurre avait augmenté par suite de la progression de la demande d'exportations. L'augmentation de la production de fromages avait entraîné une baisse des prix intérieurs, les producteurs et les négociants cherchant à accroître leur part de marché intérieur en prévision d'une diminution des exportations subventionnées.

9. La production du secteur laitier de la CE des 15 au cours des six premiers mois de 1996 et des trois premiers mois de l'exercice contingentaire 1996/97 avait évolué comme suit:

	<u>Janvier-juin 1996</u> <u>par rapport à la période</u> <u>janvier-juin 1995</u>	<u>Avril-juin 1996</u> <u>par rapport à la période</u> <u>avril-juin 1995</u>
Livraisons de lait	+ 0,8%	+ 0,7%
Production		
Lait écrémé en poudre	-3,0%	-2,4%
Lait entier en poudre	-14,4%	-12,9%
Beurre	+ 0,2%	+ 2,2%
Fromages	+ 2,6%	+ 4,1%

10. En ce qui concerne le beurre, le prix du marché avait atteint un niveau sans précédent, se situant à environ 107 pour cent du prix d'intervention vers la fin de 1995 et n'avait cessé de baisser par la suite, tombant à environ 94 pour cent du prix d'intervention en septembre 1996. La baisse des prix avait conduit à des achats d'intervention de près de 31 000 tonnes au cours des neuf premiers mois de 1996. Pendant la même période, la consommation de beurre par le secteur de la pâtisserie et des crèmes glacées avait diminué de 42 000 tonnes, pour tomber à 279 000 tonnes. Le prix d'achat était resté inchangé à 125 écus par quintal de beurre. Toutefois, les restitutions à l'exportation pour le beurre avaient été relevées à deux reprises en 1996 (en avril et en septembre) afin de maintenir la compétitivité des prix sur le marché mondial.

11. Les prix du lait écrémé en poudre avaient eux aussi diminué. Ils étaient tombés d'un maximum d'environ 228 écus par quintal en octobre 1995 à environ 204 écus en septembre 1996. La faiblesse de la demande, et en particulier de la demande d'exportations, avait conduit à des achats d'intervention de 128 000 tonnes, avant que le système d'achats ne soit supprimé le 31 août 1996. La consommation

intérieure de lait écrémé et de poudre de lait écrémé subventionnés avait fléchi d'environ 4 pour cent (en équivalent lait liquide) au cours des sept premiers mois de 1996, par rapport à la période correspondante de 1995. Cependant, cette baisse générale masquait des résultats inégaux selon les programmes. L'utilisation de lait écrémé en poudre dans les aliments pour veaux avait baissé de 7½ pour cent par rapport à 1995, alors que l'utilisation de lait écrémé pour la fabrication de caséine s'était accrue de 2½ pour cent.

12. La concurrence sur le marché intérieur du fromage était restée vive, les négociants cherchant de nouveaux débouchés pour une production en augmentation.

13. Les stocks d'intervention de produits laitiers enregistraient une croissance substantielle depuis octobre 1995. Les stocks de beurre (publics et privés) avaient augmenté d'environ 33 pour cent par rapport à leur niveau de septembre 1995, atteignant 206 000 tonnes. Les stocks de lait écrémé en poudre étaient passés de 20 000 tonnes un an auparavant à 128 000 tonnes en septembre 1996.

14. Les exportations communautaires des principaux produits laitiers avaient baissé fortement en 1996, à l'exception des produits frais. Les données disponibles pour 1996, par rapport à la période correspondante de 1995, font apparaître les changements ci-après:

Lait condensé	-18%
Lait écrémé en poudre	-49%
Lait entier en poudre	-29%
Beurre	-71%
Huile de beurre	-34%
Fromages	-4%
Produits frais	+ 2%

15. Au troisième trimestre de 1996, les prix communautaires à l'exportation des produits laitiers fluctuaient à l'intérieur des fourchettes indiquées ci-après:

Dollars EU la tonne f.a.b.

Lait écrémé en poudre	1 800-2 000
Lait entier en poudre	1 800-2 000
Beurre	1 600-1 700
Huile de beurre	2 000-2 100
Cheddar	2 300-2 400

Nouvelle-Zélande

16. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué qu'au premier semestre de 1996, la production de lait de son pays était en augmentation de 18½ pour cent par rapport aux six premiers mois de 1995, atteignant 574 000 tonnes. Le principal facteur à l'origine de ce bond de la production était les conditions météorologiques. De décembre 1994 à mars 1995, une grande partie du territoire de la Nouvelle-Zélande avait souffert de la sécheresse, de sorte que la production pendant la campagne 1994/95 (qui s'était terminée le 31 mai 1995) n'avait guère varié par rapport à la campagne précédente. La production de lait pendant la première moitié de la campagne 1995/96 était restée à peu près au même niveau que l'année précédente, mais à partir de décembre 1995, la Nouvelle-Zélande avait bénéficié de conditions météorologiques très favorables à l'élevage laitier. Des températures élevées associées à de fréquentes précipitations avaient accéléré la repousse de l'herbe et stimulé la production de lait. Ces conditions s'étaient maintenues jusqu'à la fin de la campagne. Pour le premier trimestre de 1996, les augmentations

mensuelles de la production de lait étaient, respectivement, de 24, 20 et 17 pour cent. Ces quantités de lait supplémentaires ont été affectées pour l'essentiel à la production de lait écrémé en poudre et de beurre. Les conditions hivernales à la mi-1996 avaient assuré de bonnes conditions de pacage pour le début de la campagne de production de 1996/97, bien qu'il soit encore trop tôt pour en prédire les effets sur la production de lait. Dans l'ensemble, la production en 1996/97 devrait progresser d'environ 3 pour cent, principalement du fait de l'accroissement continu du nombre de vaches, les exploitations existantes augmentant leurs troupeaux et les élevages d'ovins les moins rentables se reconvertissant à la production laitière.

17. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait observer que la mise en oeuvre des engagements contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay aurait pour effet de réduire progressivement le volume global des exportations subventionnées de produits laitiers pendant les dernières années de cette décennie, mais que ce volume resterait encore important. En outre, l'Australie et la Nouvelle-Zélande devaient l'une et l'autre accroître leurs disponibilités à l'exportation à court et à moyen terme. Les problèmes rencontrés sur des marchés-clés, tels que le Venezuela, l'Algérie, l'Iran, le Mexique et la Russie, limiteraient sans doute les possibilités d'exportation et risquaient de provoquer une chute de la demande à court terme. Par contre, la demande de produits laitiers en Asie devrait rester orientée à la hausse, les niveaux de vie dans la région s'étant encore améliorés, mais progresser à un rythme moins soutenu du fait du ralentissement attendu de la croissance économique. Les niveaux élevés des prix mondiaux en 1995 s'expliquaient par une raréfaction inhabituelle de l'offre et par une demande plus forte que prévu. L'offre étant plus élastique et la demande incertaine, les prix avaient commencé à se détendre au premier semestre de 1996.

18. Au premier trimestre de 1996, la fourchette des prix indicatifs à l'exportation pour les produits expédiés de Nouvelle-Zélande s'établissait comme suit:

Dollars EU la tonne f.a.b.

Lait écrémé en poudre	1 950-2 150
Lait entier en poudre	2 000-2 200
Beurre	1 850-2 100
Huile de beurre	2 250-2 550
Cheddar	1 950-2 200

19. Les perspectives à court terme étaient que les prix allaient encore baisser, mais qu'ils devraient néanmoins rester supérieurs à leurs niveaux du début de 1995. Les prix européens étaient à l'heure actuelle de l'ordre de 1 600 dollars EU la tonne, et la faiblesse de la demande intérieure en Europe avait déjà provoqué une nouvelle augmentation des restitutions pour le beurre et le lait entier en poudre afin de réduire les stocks. Cette mesure aurait des conséquences sur les prix mondiaux. Le marché mondial des poudres de lait était lui aussi faible, mais les prix ne devraient pas tomber beaucoup plus bas que le niveau actuel de 1 725-1 775 dollars EU la tonne pour le lait écrémé en poudre et de 1 825-1 875 dollars EU la tonne pour le lait entier en poudre. Les prix du fromage se maintiendraient probablement à leur niveau actuel de 2 100-2 200 dollars EU la tonne.

20. A moyen terme, les prix mondiaux des produits laitiers devraient se raffermir, principalement en raison, entre autres, d'une augmentation continue de la demande en Asie, en particulier de fromages et de poudres de lait, qui s'explique par la poursuite de la croissance économique, de la diminution des exportations subventionnées résultant de la mise en oeuvre par étapes des engagements contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Toutefois, la remontée des prix serait probablement modérée du fait que les approvisionnements provenant des grands producteurs laitiers bénéficiaient toujours de subventions (même si celles-ci diminuaient), que les approvisionnements en provenance de pays n'accordant pas de subventions étaient en augmentation et qu'il persistait dans certains des principaux

pays importateurs de lait en poudre (Mexique, Venezuela et Algérie, par exemple), des problèmes économiques ou politiques qui risquaient de peser sur la demande.

Japon

21. Le représentant du Japon a fourni les renseignements suivants. Au deuxième trimestre de 1996, la production totale de lait cru avait augmenté de 3½ pour cent par rapport au trimestre correspondant de 1995. La demande de lait liquide s'était légèrement accrue (de 1½ pour cent) et celle de lait destiné à la transformation de 7 pour cent. La production de beurre et de lait écrémé en poudre avait progressé de 8 et 6½ pour cent, respectivement. La demande de fromage était toujours en hausse et la production s'était accrue de 1½ pour cent.

22. Au deuxième trimestre de 1996, les importations de lait écrémé en poudre avaient chuté de 19½ pour cent, pour s'établir à 22 500 tonnes. Par rapport au trimestre précédent, le prix moyen à l'importation du lait écrémé en poudre destiné à la consommation humaine avait augmenté de 38 pour cent. Au premier trimestre de 1996, le prix moyen à l'importation du lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux avait augmenté de 53 pour cent par rapport au trimestre correspondant de 1995.

23. Au deuxième trimestre de 1996, les importations de beurre avaient augmenté de 237 pour cent, passant à 181 tonnes. Le prix moyen à l'importation s'était accru de 38 pour cent par rapport au trimestre précédent.

24. Par rapport à la même période de l'année précédente, les importations de fromages naturels avaient gagné 4 pour cent au deuxième trimestre de 1996, tandis que celles de fromages fondus avaient augmenté de 54 pour cent. Les prix à l'importation des fromages naturels et des fromages fondus s'étaient accrus respectivement, de 37½ et 20 pour cent.

25. Plusieurs produits laitiers, tels que le beurre et le lait écrémé en poudre, étaient auparavant soumis à des restrictions quantitatives à l'importation. Toutefois, à compter du 1er avril 1995, ces produits avaient fait l'objet d'une tarification conformément à l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture. L'Office de promotion de l'élevage (LIPC) gère les importations entrant dans les limites du contingent de produits laitiers désignés, à usage général, qui, conformément aux engagements en matière de possibilités d'accès courant, s'élevaient à 137 202 tonnes (équivalent lait entier). Dans ce contexte, 17 700 tonnes de lait écrémé en poudre avaient été importées avant juillet 1996, et environ 3 000 tonnes de lactosérum et de lactosérum modifié devaient être importées par le LIPC afin d'atteindre en automne le niveau d'engagement en matière d'accès courant. Outre les importations faisant l'objet de contingents tarifaires, 15 000 tonnes de lait écrémé en poudre seraient importées en octobre pour répondre à la forte demande intérieure.

Norvège

26. Le représentant de la Norvège a informé le Conseil que la réponse au questionnaire 5 récemment communiquée au Secrétariat contenait des renseignements sur la politique intérieure et les mesures commerciales et, en particulier, sur la réforme de l'organisation du marché des produits laitiers. Cette réponse serait bientôt distribuée sous la cote IDA/INV/1/Add.1/Suppl.2.

27. La production de lait n'avait cessé de diminuer, car l'Etat avait abaissé - et continuait d'abaisser - le plafond fixé pour la production totale dans le cadre du système de quotas. La production totale de lait en 1995 avait baissé de ½ pour cent par rapport à 1994. La consommation totale de produits frais avait diminué en conséquence et cette tendance devrait se poursuivre en 1996.

28. La production de lait écrémé en poudre avait baissé de 12½ pour cent en 1995. Toutefois, l'utilisation de lait en poudre comme aliment pour animaux s'était accrue. Les exportations, toutes destinées à l'aide alimentaire, avaient accusé une chute brutale de 64½ pour cent. La consommation intérieure avait également baissé de 20½ pour cent. La production de lait entier en poudre s'était légèrement accrue (de 1 pour cent) en 1995, alors que la consommation était restée stable.

29. La production de beurre et de matières grasses laitières anhydres avait baissé en 1995, de 3 et 25 pour cent respectivement. Les exportations de beurre s'étaient accrues de 10 pour cent en 1995 et les importations avaient été nulles. Il n'y avait pas eu d'exportations ni d'importations de matières grasses laitières anhydres en 1995. La consommation intérieure de beurre et de matières grasses laitières anhydres était restée relativement stable l'année dernière.

30. La production de fromages avait crû de 3 pour cent, passant à 83 000 tonnes en 1995, et on s'attendait à ce qu'elle reste à ce niveau en 1996. Les exportations avaient progressé de 1½ pour cent en 1995, mais on prévoyait une diminution pour 1996. Les principales destinations étaient les Etats-Unis, le Japon et le Canada. Les importations de fromages avaient été stables en 1995. La consommation intérieure de fromages avait augmenté de 2½ pour cent, confirmant la tendance de ces dernières années.

Réponses aux questionnaires 1 à 5

31. Le Conseil a examiné les réponses aux questionnaires 1, 2, 3 et 4-A, pour les troisième et quatrième trimestres de 1995 et pour les premier et deuxième trimestres de 1996. Il a pris note des tableaux récapitulatifs (IDA/W/13) établis sur la base des renseignements fournis jusqu'au quatrième trimestre de 1995 en ce qui concerne les livraisons de lait, les poudres de lait, les matières grasses laitières et les fromages. Le Conseil a aussi pris note des renseignements rassemblés par le Secrétariat sur la production, le commerce, les stocks et la consommation de produits laitiers aux Etats-Unis. Les Parties ont été invitées à fournir, pour le 15 mars 1997, tous les renseignements pertinents concernant les troisième et quatrième trimestres de 1996.

32. La Présidente a rappelé que des données annuelles sur les produits laitiers autres que ceux visés à l'annexe sur certains produits laitiers devaient être fournies au moyen du questionnaire 4-B, conformément à la règle 23 du règlement intérieur. Le Conseil a pris note de la liste des réponses au questionnaire 4 (IDA/W/15), ainsi que des réponses que les Communautés européennes, la Hongrie, le Japon, la Norvège et la Suisse avaient fait parvenir ultérieurement au Secrétariat.

33. Le Conseil a pris note de la liste des réponses au questionnaire 5 (IDA/INV/1/Rev.2), ainsi que de la réponse communiquée par la Norvège dont le nom ne figurait pas sur la liste. La Présidente a noté qu'à ce jour, trois Parties seulement avaient répondu au questionnaire 5. Conformément à la règle 23 du règlement intérieur, les Parties étaient convenues de fournir ces renseignements au moyen du questionnaire 5 dans les quatre mois qui suivraient l'entrée en vigueur de l'Accord ou dans les quatre mois qui suivraient leur acceptation dudit accord.

34. Clôturant l'examen de la situation du marché des produits laitiers, le Conseil a pris note du rapport de situation, des autres documents et des données statistiques y relatives, des modifications qui ont été suggérées en ce qui concerne ces documents et des autres observations qui ont été formulées. Le Conseil est convenu que le rapport sur la situation du marché (IDA/W/12), tel qu'il a été modifié et complété à la lumière des renseignements actualisés et compte tenu des observations qui ont été formulées, serait rendu public en tant que deuxième rapport annuel de l'Accord international sur le secteur laitier.

Fonctionnement de l'Accord, y compris son application future

35. Le Conseil a examiné le fonctionnement de l'Accord, y compris son application future. Etant donné que certaines Parties exprimaient des doutes quant à l'utilité de l'Accord actuel eu égard au Cycle d'Uruguay et aux nouvelles disciplines applicables au commerce international, le Conseil a invité la Présidente à procéder à des consultations informelles à ce sujet, avant la prochaine réunion du Conseil en 1997.

Rapport à la Conférence ministérielle de Singapour

36. Le Conseil a pris note de ce que, à la réunion du Conseil général du 16 avril 1996, le Président avait demandé aux organes subsidiaires du Conseil général de présenter leurs rapports respectifs à la Conférence ministérielle de Singapour conformément au calendrier des réunions distribué sous la cote WT/GC/32/Rev.1 et avait invité les présidents des organes subsidiaires à prendre les dispositions nécessaires. En réponse à cette demande, la Présidente, Mme Cannon, avait soumis un projet de rapport aux Parties. Le Conseil a examiné ce projet de rapport et l'a adopté avec certaines modifications aux fins de la Conférence ministérielle de Singapour.

Mise en distribution générale des documents

37. Considérant la Décision adoptée par le Conseil général le 18 juillet 1996 sur les procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/160/Rev.1), et en particulier la note de bas de page 1 de cette décision qui prévoyait que les organes établis en vertu des accords commerciaux plurilatéraux devaient prendre "les mesures appropriées", le Conseil a adopté une Décision sur la mise en distribution générale des documents de l'Accord international sur le secteur laitier.

Autres questions - Résumé de la réunion par la Présidente

38. La Présidente a présenté un bref résumé des résultats de la réunion du Conseil.

Date de la prochaine réunion

39. La prochaine réunion ordinaire du Conseil est prévue pour le 16 septembre 1997, sous réserve de confirmation par le Secrétariat.